

## ANALYSE DE LA PRESSE

Janvier 2014

1. A la une : visite officielle du Président François Hollande en Turquie
2. Dossier du mois : scandale de corruption en Turquie
3. Economie
4. Union européenne
5. International
6. Turquie
7. Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (Janvier 2014)



redefining / standards

MÉCÈNE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54 F +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

## 1. A la une : Visite officielle du Président François Hollande en Turquie



### La citation du mois

« Bien sûr que la Turquie est en Europe ! Il y a un processus qui a été ouvert, c'était en 2004, c'était Jacques CHIRAC qui représentait la France et qui l'avait accepté et même voulu. Dix ans après, des chapitres ont été ouverts, d'autres qui ne l'ont pas été - plus encore sont fermés qu'ouverts. En même temps, cette perspective doit demeurer, sans que l'on puisse encore déterminer quelle sera l'issue. Mais, il est de la responsabilité de la France de tenir sa parole, c'est-à-dire de permettre qu'il y ait des chapitres qui s'ouvrent... »

François Hollande, Président de la République française, 28/01/2014

Le Président de la République française François Hollande a effectué une visite officielle de deux jours en Turquie les 27 et 28 janvier. La délégation officielle était composée de Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, Nicole Bricq, ministre du Commerce extérieur, Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, Philippe Martin, ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, Geneviève Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt. Etaient également présents les parlementaires Gérard Larcher et Christophe Bouillon, présidents respectifs du groupe d'amitié France-Turquie au Sénat et à l'Assemblée nationale, Jean Paul Bacquet, député et président d'UBIFRANCE, Mayer Habib, député des français à l'étranger, ainsi qu'une quarantaine de responsables économiques et d'entreprises.

D'abord accueilli par son homologue Abdullah Gül, le Président français s'est ensuite entretenu avec le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan, puis avec le chef du principal parti d'opposition CHP Kemal Kılıçdaroğlu.

### Soutien de la France à l'ouverture de nouveaux chapitres de négociations avec l'UE

Avec cette visite d'Etat, la première depuis 22 ans, « François Hollande confirme le retournement de la politique française à l'égard d'Ankara. A l'inverse de Nicolas Sarkozy, qui avait bloqué les pourparlers entre la Turquie et l'Union européenne, en particulier sur cinq chapitres concernant directement l'adhésion turque, la diplomatie hollandaise a repris les discussions. » (*L'Express*, *Christian Makarian*, 27/01/2014)

« Le processus (d'adhésion à l'UE) pourrait aussi permettre à la Turquie d'évoluer et de voir ce dont elle est capable », a souligné M. Hollande. » (*L'Express*, *Le Point*, *AFP*, 27/01/2014) « Le président turc Abdullah Gül a déclaré qu'il attendait de la France qu'elle ne bloque pas le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE). » (*Le Point*, *AFP*, 27/01/2014)

« L'UE a décidé en octobre de relancer ses négociations d'adhésion avec la Turquie, paralysées depuis trois ans, en ouvrant un nouveau chapitre de discussion avec Ankara. Paris a levé son veto à l'ouverture de ce chapitre, consacré aux politiques régionales, en octobre 2013, réchauffant le climat entre les deux pays. » (*Le Point*, *AFP*, 27/01/2014)

Lors d'une conférence de presse à Ankara avec Abdullah Gül, au premier jour de sa visite, François Hollande a affirmé : « "C'est la responsabilité de la France de tenir sa parole" Il a annoncé que « Paris était prêt à ouvrir deux nouveaux chapitres dans les négociations en vue de l'adhésion à l'UE » (*L'Express, Jean-Michel Demetz, 28/01/2014*)

« Sans s'engager plus avant, le chef de l'Etat a laissé entendre qu'il était prêt à "regarder ce que nous pouvons faire ensemble" en matière de négociations d'adhésion, citant en priorité les chapitres 23 et 24 sur l'Etat de droit et d'indépendance de la justice, deux sujets au cœur de la crise politique actuelle dans le pays. » (*Les Echos, Yves Bourdillon, 27/01/2014*)

« "Seuls 14 chapitres sur 35 devant être traités ont été ouverts", a-t-il rappelé soulignant que toutes les questions, même "difficiles", devront être traitées. "Il faut terminer ces négociations et on verra ce que diront le jour venu les peuples français ou turcs", a conclu François Hollande sans donner d'échéance précise. » (*Le Parisien, Elisa Perriguer, 27/01/2014*)

« Le président de la République a assuré que les Français seraient consultés par référendum sur une éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union européenne. » (*L'Express, Le Point, AFP, 27/01/2014*)

« François Hollande, en fait, n'a pas vraiment le choix : le référendum est la règle en matière de ratification de traité d'adhésion. En 2008, Nicolas Sarkozy avait souhaité rendre au Président cette prérogative, ce que le congrès (réunissant l'Assemblée et le Sénat) n'avait pas accepté. Mais une soupape de sûreté a alors été introduite : si 3/5 des députés et 3/5 des sénateurs le demandent, le traité d'adhésion sera adopté par un congrès, encore une fois à la majorité des 3/5 des présents. » (*Libération, AFP, 27/01/2014*)

### **Les relations économiques au cœur de la visite présidentielle**

Au premier jour de la visite, les ministres français et turcs ont signé une série de déclarations d'intention et d'accords dans les domaines des énergies nucléaires et renouvelables, des transports et de l'agroalimentaire et de la lutte contre les contrefaçons. (*Le Point, AFP, 28/01/2014*)

« L'un d'eux portait sur le projet franco-japonais de la centrale nucléaire de Sinop, dont GDF-Suez pourrait devenir l'exploitant. » (*Le Point, AFP, 28/01/2014*) « "C'est le bon moment pour faire des affaires en Turquie", a confirmé le patron de GDF-Suez, Gérard Mestrallet, présent dans la délégation. » (*Le Parisien, Elisa Perriguer, 29/01/2014*)

Au second jour de sa visite, le président français a rencontré, à l'occasion de la clôture du Forum économique organisé à Istanbul, « la Tüsiad, la principale organisation patronale, très favorable à l'adhésion à l'Union européenne. » (*Les Echos, Yves Bourdillon, 27/01/2014*) « [Il] s'est exprimé devant un parterre d'hommes d'affaires turcs de la Tüsiad (association des entrepreneurs turcs) et de quelque 40 patrons français. » (*Le Parisien, Elisa Perriguer, 29/01/2014*)

« François Hollande a ainsi longuement vanté les mérites de la Turquie dont les progrès économiques suscitent "l'admiration de la France." » (*Le Point.fr, AFP, 28/01/2014*)

« Le président a évoqué l'entreprise Renault comme l'exemple de ce qu'attendent les Turcs de l'implantation d'une entreprise française en Turquie, avec un partage de la technologie et de l'innovation. (...) "Si nous pouvons apporter à l'économie turque une part plus importante de technologie et d'innovation, nous y sommes prêts. Mais nous sommes également conscients que nous devons inventer ensemble un certain nombre de produits industriels que nous pourrions aller porter sur les marchés extérieurs, nous en avons les capacités. " a-t-il poursuivi. (*Aujourd'hui la Turquie, Amandine Canistro, 29/01/2014*)

Le président français a, par ailleurs, souligné les avancées de la coopération bilatérale en matière de transports, en précisant que le groupe français Alstom avait décidé de s'implanter en Turquie. « La Turquie va créer 10 000 km de lignes à grande vitesse et nous avons choisi de répondre à tous les appels [qu'elle] pourrait lancer. » a-t-il ajouté. (*Aujourd'hui la Turquie, Amandine Canistro, 29/01/2014*)

François Hollande a appelé « les milieux d'affaires français et turcs à doper les échanges commerciaux entre les deux pays, après avoir tenté de tourner la page de relations politiques exécrables sous la présidence de son prédécesseur. (...) "En 2013, plus de 15 milliards de contrats ont été conclus", s'est félicité le chef de l'État français (...) "Et c'était avant même ma visite, alors imaginez ce que ce sera après", a-t-il plaisanté en réitérant son objectif de porter les échanges bilatéraux à 20 milliards d'euros annuels. Ce chiffre est "facilement atteignable", a approuvé son homologue turc Abdullah Gül, relevant que le niveau des échanges russo-turcs était deux fois supérieur. » (*Le Point, AFP, 28/01/2014*)

« Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif, également du voyage, a renchérit, optimiste : "En cinq ans, on peut arriver (à cet objectif de 20 milliards d'euros) par des investissements croisés, des échanges plus nombreux, des coopérations concrètes dans tous les domaines." Pour Arnaud Montebourg, l'attitude [de Nicolas Sarkozy] avait entraîné une "période de glaciation" dans la relation franco-turque. » (*Le Parisien, Elisa Perriguer, 29/01/2014*)

« Conséquence du refroidissement des relations sous l'ère Sarkozy, la part de marché française en Turquie a chuté de 6 à 3% entre 2009 et 2012 alors que cette puissance émergente a vu son PIB par habitant tripler entre 2002 et 2012. Paris entend donc se livrer à "un travail de rattrapage". (...) Après une année 2013 plutôt fructueuse pour les entreprises françaises avec la conclusion de 15 milliards d'euros de contrats en Turquie, une série d'accords [ont été] signés dans les domaines du nucléaire civil, des infrastructures ou de la lutte contre les contrefaçons. » (*Le Parisien, AFP, 27/01/2014*)

Le président français a également appelé les hommes d'affaires turcs à venir investir en France. « "Toutes les facilités seront données", a évoqué François Hollande, notamment en matière de visas. (...) Abdullah Gül, le Président turc, s'est pour sa part félicité que les "obstacles" qui s'opposaient à ce renouveau des relations économiques aient été "supprimés" par la visite de François Hollande. » (*Le Parisien, Elisa Perriguer, 29/01/2014*)

### **Les massacres de 1915 à l'ordre du jour**

Lors de la conférence de presse des présidents français et turc le 27 janvier à Ankara, François Hollande « a abordé le sort des Arméniens en 1915, mais il est resté flou sur une éventuelle pénalisation du négationnisme. (...) François Hollande, a exhorté la Turquie à faire son "travail de mémoire" sur les massacres de centaines de milliers d'Arméniens par l'empire ottoman en 1915. (...) "Il ne faut pas faire revivre aux générations futures les souffrances vécues il y a cent ans", a pour sa part déclaré M. Gül, "il faut laisser cette affaire aux historiens". » (*Le Point, 27/01/2014*)

François Hollande s'est entretenu « avec Rakel Dink, la veuve du journaliste arménien abattu par un jeune nationaliste turc devant son journal, Agos, il y a sept ans, le 19 janvier 2007. (...). C'est la première fois qu'un chef d'État étranger rencontre en Turquie l'épouse de cet intellectuel qui a payé de sa vie ses rêves de réconciliation entre les peuples turc et arménien. C'est aussi une façon pour le président français de maintenir la question du génocide arménien en lui faisant une place dans son programme sans froisser Ankara. » (*Le Figaro, Laure Marchand, 28/01/2014*)

## Rencontre à Istanbul du Président François Hollande avec l'Institut du Bosphore

A l'occasion de sa visite officielle en Turquie, François Hollande a rencontré le mardi 28 janvier à l'Université Galatasaray, plusieurs membres du Comité scientifique de l'Institut du Bosphore pour évoquer les liens entre la France et la Turquie. Le Président français était entouré de Laurent Fabius, Ministre français des Affaires étrangères, et Nicole Bricq, Ministre du Commerce extérieur.

En présence de Laurent Bili, Ambassadeur de France en Turquie et de Ethem Tolga, Recteur de l'Université de Galatasaray, Kemal Derviş, co-président du Comité scientifique de l'Institut du Bosphore a reçu François Hollande aux côtés des membres turcs fondateurs de l'Institut du Bosphore : Muharrem Yılmaz, Président de la TUSIAD et membre du Comité Scientifique de l'Institut du Bosphore ; Bahadır Kaleağası, Président de l'Institut du Bosphore ; Eşref Hamamcıoğlu, Président du groupe de travail "France-Turquie" de la TUSIAD et membre fondateur de l'Institut du Bosphore ; Füsün Türkmen, Professeur à l'Université Galatasaray et membre du Comité Scientifique de l'Institut du Bosphore, et de Oya Eczacıbaşı, Présidente du Musée d'art moderne d'Istanbul, très engagée dans la promotion des échanges culturels entre la France et la Turquie.



Lors de cette rencontre qu'ils ont qualifiée de fructueuse, les membres de l'Institut du Bosphore ont évoqué les liens historiques entre la France et la Turquie et la nécessité de les renforcer encore : « *La France, forte de son modèle social solidaire et de sa culture créative, et la Turquie, forte du dynamisme de son économie et de sa position géographique, peuvent s'apporter beaucoup mutuellement* », a affirmé Kemal Derviş, tout en énumérant les domaines où les deux pays auraient intérêt à intensifier leur coopération : l'industrie, le tourisme et les technologies.



Kemal Derviş a plaidé auprès de François Hollande pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, dans le cadre d'une intégration différenciée : « *Malgré toutes les frustrations et les injustices du passé, en tant que représentants de l'Institut du Bosphore et de la société civile en générale, nous insistons sur l'objectif pour la Turquie d'une adhésion pleine et entière à l'Union européenne. Dans une Europe en cercles concentriques, la Turquie peut tout à fait trouver sa place, comme l'ont trouvée par exemple des pays comme la Grande Bretagne et la Suède, en dehors de l'eurozone. Ces options doivent être ouvertement débattues* ». Le co-président de l'Institut du Bosphore n'a

cependant pas sous-estimé les difficultés que traverse actuellement la Turquie et les défis qu'elle doit relever cette année : « *La démocratie turque traverse une épreuve sérieuse. En tant que pays démocratique, la Turquie se doit d'avoir un processus électoral entièrement transparent, où sont assurées la liberté de la presse et l'indépendance de la justice, où tout le monde peut s'exprimer personnellement ou collectivement par des voies pacifiques. Si les élections municipales et présidentielle se déroulent dans un tel contexte, nous serons tous capables, y compris nos amis français, et quels que soient les résultats des élections, de regarder l'avenir de la Turquie à nouveau avec confiance* ».



## 2. Dossier du mois : Scandale de corruption en Turquie

Depuis le 17 décembre dernier, le gouvernement turc est ébranlé par un scandale de corruption qui a révélé au grand jour un conflit entre les partisans du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan et la confrérie du prédicateur musulman Fethullah Gülen, dont l'influence dans le monde de la police et de la magistrature turques est dénoncée par le gouvernement. (*Libération, AFP, 04/01/2014*)

« Depuis le coup de filet opéré à cette date, des dizaines de patrons, hommes d'affaires et élus proches du pouvoir ont été mis en cause dans plusieurs affaires de corruption, blanchiment et fraudes à grande échelle. Trois ministres ont été contraints à la démission. » (*Le Parisien, AFP, 14/01/2014*)

### Trois enquêtes distinctes au cœur du scandale

« Ce scandale d'une ampleur sans précédent est le résultat de trois enquêtes distinctes. L'une concerne un trafic de devises et d'or avec l'Iran impliquant la banque publique Halkbank et ses couvertures politiques. Les deux autres, encore plus explosives, s'intéressent à des opérations immobilières. La première implique notamment l'agence gouvernementale de construction de logements Toki, au cœur de tous les grands projets de spéculation, notamment à Istanbul. L'autre porte sur la délivrance de permis de construire contre de copieux pots de vin dans des zones protégées près du Bosphore. » (*Libération, Marc Semo, 26/12/2013*)

Plus récemment, une nouvelle enquête de corruption a été lancée dans la capitainerie du port de Mersin (sud), à propos des appels d'offres passés par la société publique des chemins de fer (TCDD). (*Le Parisien, AFP, 10/01/2014*)

### Démission de trois ministres et remaniement du cabinet

Après l'arrestation de leurs fils respectifs, dans le cadre de l'enquête pour corruption, fraude et blanchiment d'argent, le ministre de l'Intérieur Muammer Güler, le ministre de l'Economie Zafer Çağlayan et le ministre de l'Environnement Erdogan Bayraktar ont remis leur démission le 25 décembre.

« Sur la même ligne que leur Premier ministre depuis le début du scandale, Güler et Çağlayan ont nié toute implication dans l'enquête en cours et dénoncé un "complot" ourdi pour déstabiliser le pouvoir. Quelques heures plus tard, c'est le ministre de l'Environnement Erdogan Bayraktar qui a à son tour annoncé son départ du gouvernement. Le fils de ce ministre a également été inculpé, mais laissé en liberté, dans le cadre d'un autre volet de l'enquête judiciaire en cours, lié cette fois à des marchés publics immobiliers. Mais contrairement à ses deux collègues, Erdogan Bayraktar, visiblement furieux d'avoir été poussé hors du gouvernement, a jeté un pavé dans la mare en affirmant avoir agi "en toute connaissance du Premier ministre". "De ce fait, je crois que le Premier ministre devrait aussi démissionner", a-t-il lancé en dénonçant des "pressions" de Recep Tayyip Erdogan. » (*Libération, AFP, 25/12/2013*)

Suite aux démissions successives des trois ministres, le Premier ministre Erdogan a annoncé le 25 décembre au soir, un remaniement gouvernemental qui a entraîné le changement de dix des vingt ministres. « Parmi eux, tous ceux qui ont été mis en cause par la justice. Le ministre des Affaires européennes et négociateur en chef pour l'adhésion de la Turquie, Egemen Bagis, soupçonné de fraude et de corruption, a été remplacé par Mevlüt Cavusoglu, ancien président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, perçu comme antieuropéen. L'inamovible Binali Yildirim, qui détenait depuis onze ans le portefeuille des transports et qui pourrait à son tour être inquiété par l'enquête, laisse son poste à Lütfü Elvan. Bekir Bozdag, un théologien islamiste dont les positions suscitent régulièrement la controverse, devient préposé à la justice. Quant au ministère de l'Intérieur, il sera occupé par Efkan Ala, considéré comme le cerveau de la répression des manifestations de la place Taksim, au printemps. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 27/12/2013*)

## Un « complot » ou « coup d'Etat judiciaire » par « l'Etat parallèle » ?

« A quatre mois des élections municipales, cette affaire a provoqué une tempête politique en Turquie et fragilisé la position [du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan], qui avait fait de la lutte contre la corruption une de ses priorités affichées. » (*Le Figaro, AFP, 20/12/2013*)

Erdogan dénonce "l'Etat parallèle" et défend « avec véhémence la thèse d'un "complot" pour déstabiliser son pouvoir. "Ce qu'on a voulu faire, c'était une tentative d'assassinat contre la volonté nationale", a-t-il lancé. (...) "On a tenté de faire un coup (d'Etat) judiciaire en Turquie (...) Mais nous allons nous opposer à cette opération, à ce complot du 17 décembre qui a pour cible l'avenir, la stabilité de notre pays", a-t-il martelé. Erdogan s'est en outre dit confiant que la Turquie surmontera ses difficultés actuelles. "Nous ne permettrons pas que l'avenir de la Turquie soit assombri", a-t-il dit, promettant de continuer dans la voie des réformes démocratiques. » (*Libération, AFP, 04/01/2014*)

« Même s'il n'a jamais prononcé publiquement son nom, M. Erdogan soupçonne le mouvement du prédicateur musulman Fethullah Gülen, en conflit ouvert avec son gouvernement, d'être le grand ordonnateur de cette "conspiration du 17 décembre". » (*Le Parisien, AFP, 14/01/2014*)

« "Il s'agit d'une véritable crise de régime", résume l'universitaire Ahmet Insel (...). "Le pouvoir parallèle de la Cemaat est au moins aussi dangereux pour la démocratie que l'autoritarisme d'Erdogan et, même si la confrérie veut l'éliminer, ou du moins le mettre à genoux, on ne peut oublier que cet Etat dans l'Etat s'est constitué avec l'accord du Premier ministre", souligne Ahmet Insel. (*Libération, Marc Semo, 26/12/2013*)

Selon Ahmet Insel, « On peut aujourd'hui être à peu près sûr de trois choses : Que si Erdogan ou la confrérie gagne, c'est l'Etat de droit qui va fatalement disparaître en Turquie. Dorénavant, la confrérie Gülen ne pourra plus se prévaloir de sa seule carte de visite d'une organisation de société civile qui ne passe qu'aux œuvres charitables. (...) Depuis le 17 décembre, le parti d'Erdogan, et Erdogan lui-même, sont fatalement marqués par les affaires de corruption. » (*Libération, Ahmet Insel, 20/01/2014*)

## Purges dans les rangs de la police et de la justice

Depuis le début du scandale, le gouvernement a procédé à une large épuration dans l'administration. « Plus de 3 000 hauts fonctionnaires ont été limogés, notamment dans la police, et plus d'une vingtaine de procureurs ont été déplacés, à commencer par Zekeriya Oz, maître d'œuvre des investigations qui ont conduit aux arrestations, le 17 décembre, d'une vingtaine de hauts responsables de l'AKP. » (*Libération, Marc Semo, 20/01/2014*) Oz avait été par ailleurs accusé « d'avoir passé des vacances en famille à Dubaï aux frais d'un magnat de l'immobilier inculpé dans l'enquête qu'il pilotait. » (*Libération, Marc Semo, 08/01/2014*)

Le procureur Muammer Akkas, qui menait l'enquête impliquant le fils d'Erdogan, a été également dessaisi. « Dans un communiqué envoyé à la presse jeudi [26 décembre], le procureur a fait des révélations chocs sur la pression exercée par le pouvoir pour étouffer le scandale, jusqu'à son propre dessaisissement. Le magistrat y explique que les forces de l'ordre ont notamment refusé d'exécuter les mandats d'arrêt émis dans le cadre d'une nouvelle enquête de corruption. » (*Le Figaro, Nare Hakikat, 27/12/2013*)

Par ailleurs, le HSYK « a annoncé avoir ordonné la mutation d'une vingtaine de procureurs, dont le procureur général d'Istanbul Turhan Colakkadi. Le même HSYK a également annoncé l'ouverture d'une enquête sur plusieurs magistrats d'Istanbul récemment dessaisis de l'enquête anticorruption qui vise le gouvernement. » (*Le Parisien, AFP, 17/01/2014*)

## Affrontement entre le gouvernement et le pouvoir judiciaire

Le projet de réforme de la justice, proposé par le gouvernement, fait l'objet d'une controverse. « Présentée vendredi [10 janvier] en commission parlementaire, cette réforme vise à réformer le Haut-conseil des juges et magistrats (HSKY) pour donner la dernière main au ministre de la Justice en matière de nominations de magistrats. » (*Le Parisien, AFP, 14/01/2014*)

« Ce texte a provoqué la colère de l'opposition, des avocats et de nombreux magistrats, qui le jugent contraire à la Constitution et exclusivement destiné à étouffer l'enquête anticorruption qui menace le régime. » (*Le Parisien, AFP, 14/01/2014*)

Le HSYK a dénoncé « l'intervention de l'administration dans le judiciaire et les initiatives allant contre la séparation des pouvoirs et l'indépendance du judiciaire ». » (*Libération, Ragıp Duran, 01/01/2014*) « "La proposition est contraire au principe de l'Etat de droit", a estimé le HSYK dans un communiqué. "Avec cet amendement, le Haut-Conseil doit rendre compte au ministère de la Justice. Cet amendement est contraire à la Constitution", a ajouté l'institution, chargée notamment de nommer les magistrats. » (*Le Parisien, AFP, 10/01/2014*)

« Les amendements risquent fort d'être invalidés par la Cour constitutionnelle mais entre-temps, le gouvernement aurait déplacé une cinquantaine de juges et de procureurs, affectés dans les tribunaux pénaux à compétence spéciale. » souligne Ahmet Insel. (*Libération, Ahmet Insel, 20/01/2014*)

« La composition de cet organisme avait été élargie en 2010 par l'AKP et le poids des parlementaires renforcé. Le Premier ministre clame désormais publiquement avoir fait une erreur avec cette modification du statut pour lui donner plus d'indépendance. » (*Libération, Ragıp Duran, 01/01/2014*)

Par ailleurs, « le Conseil d'Etat, la plus haute juridiction administrative turque, avait bloqué [fin décembre] un décret gouvernemental pour le moins contestable qui obligeait la police à informer sa hiérarchie avant toute arrestation. » (*Le Parisien, AFP, 10/01/2014*)

## L'intervention du président de la république

Le Président de la République turc, Abdullah Gül, s'est entretenu avec les chefs des trois partis d'opposition le 13 janvier. « Premier reçu par M. Gül à la mi-journée, le président du Parti républicain du peuple (CHP) Kemal Kiliçdaroglu a posé ses conditions. "D'abord, que le projet actuel soit retiré, ensuite que le pouvoir politique cesse de bloquer l'enquête sur la corruption", a-t-il indiqué. "Cette loi nous expédierait quatre-vingt dix ans d'avancées démocratiques à la poubelle", a insisté M. Kiliçdaroglu, "nous voulons une justice qui obéisse à la loi de la conscience, pas celle d'une autorité politique". » (*Le Parisien, AFP, 13/01/2014*)

Le chef d'Etat a ensuite rencontré « le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan pour tenter de trouver une issue à cette crise, qui a fait des deux plus hauts personnages de l'Etat des rivaux politiques potentiels. Aucune déclaration n'a conclu ce rendez-vous. Avant cette rencontre au sommet, le porte-parole du gouvernement avait répété sa volonté de voter cette réforme, même en passant en force. "Il est hors de question de retirer ce projet de loi", a déclaré Bülent Arinç à l'issue du conseil des ministres. "Considérez-vous qu'un mécanisme susceptible de contrôler les activités illégales (de la justice) serait mauvais?", s'est exclamé le vice-Premier ministre, "nous avons le droit de changer les lois". » (*Le Parisien, AFP, 13/01/2014*)

« Au lendemain [de cette] rencontre au sommet avec le président Abdullah Gül, de plus en plus considéré comme son rival dans la course au pouvoir ouverte par cette crise, M. Erdogan a fait un pas en arrière en évoquant le gel, sous condition, d'un texte de loi destiné à renforcer le contrôle de l'exécutif sur l'institution judiciaire. » (*Le Parisien, AFP, 14/01/2014*)



« Dans ce climat politique toujours plus tendu, le chef de l'Etat, Abdullah Gül, [avait] tenté [le 31 décembre] dans son discours de nouvelle année de calmer les esprits en rappelant que "la démocratie est le régime des règles, avec des institutions qui reposent sur la séparation des pouvoirs". » (*Libération, Ragıp Duran, 01/01/2014*)

« Face aux critiques suscitées par son projet, aussi bien en Turquie qu'à Bruxelles ou Washington, le Premier ministre a offert mardi [14 janvier] de le "geler" en échange d'un accord de ses rivaux sur le principe d'une réforme constitutionnelle de l'organisation judiciaire. Mais deux des trois partis d'opposition représentés au Parlement ont tour à tour refusé cette offre. » (*Le Parisien, AFP, 17/01/2014*)

### Démissions au sein de l'AKP et campagnes électorales à venir

Dix députés ont quitté l'AKP pour dénoncer les tentatives d'intimidation du gouvernement, dans la justice et la police. « Si elle ne remet pas en cause la majorité dont l'AKP dispose à l'Assemblée (320 sièges sur 550), cette vague de départs a révélé des fractures au sein du camp islamo-conservateur, qui règne sans partage sur le pays depuis 2002. » (*Libération, AFP, 31/12/2013*)

« Les élections municipales du 30 mars seront le premier test politique grandeur nature de la réalité des rapports de force et du degré de popularité dont dispose encore Recep Tayyip Erdogan et donc de son avenir politique. » (*Libération, Marc Semo, 17/01/2014*)

Cette affaire risque de poser des difficultés à Erdogan dans le cadre de sa campagne : « pour les élections locales de mars et la présidentielle d'août, où, pour la première fois, le chef d'Etat sera élu au suffrage universel direct. Il est encore trop tôt pour mesurer l'impact de ce scandale sur l'opinion publique et sur l'électorat de l'AKP. D'autant que nous ignorons encore l'ampleur de cette affaire à tiroirs. » explique Jean Marcou, professeur à l'IEP de Grenoble. (*Le Figaro, Arielle Thedrel, 27/12/2013*)

« "Son image écornée pourrait empêcher Erdogan d'atteindre les 50% nécessaires pour gagner la présidentielle", écrivait jeudi Murat Yetkin dans le journal Radikal. » (*Le Figaro, Nare Hakikat, 27/12/2013*) « Un sondage a révélé jeudi [9 janvier] une baisse des intentions de vote pour son parti, qui recueillerait 42% des voix en cas de législatives immédiates, en recul de 2% par rapport à juillet. » (*Le Parisien, AFP, 10/01/2014*)

### Réactions de l'opposition

Selon Ahmet Insel, « les partis laïcs aussi sont divisés. Certains, de par leur haine d'AKP et surtout d'Erdogan, préfèrent ne pas voir l'ampleur de l'infiltration de la confrérie dans l'Etat et soutiennent les opérations anti corruption. D'autres, sans minimiser la gravité des affaires de corruption, expriment plutôt leur inquiétude quant à cette tentative de déstabilisation du gouvernement élu par un acteur qui avance caché et dont l'obsession pour contrôler les organes sécuritaires est connue de longue date. » (*Libération, Ahmet Insel, 20/01/2014*)

« Le principal rival politique du Premier ministre, le chef du Parti républicain du peuple Kemal Kiliçdaroglu, a dénoncé ces attaques contre les magistrats. "Est-ce qu'un jour vous comparâtes devant ces juges ? Oui, vous serez devant eux lorsque la politique propre aura triomphé dans ce pays", a-t-il lancé. » (*Libération, Marc Semo, 08/01/2014*) « "C'est la première fois dans l'histoire de la République turque qu'un Premier ministre défend des voleurs", s'est-il ainsi offusqué Son homologue ultranationaliste Devlet Bahçeli a lui accusé M. Erdogan de faire "obstacle" à la justice et à la police. » (*Le Parisien, AFP, 30/12/2013*)

### 3. Economie

#### Répercussions du scandale de corruption sur l'économie turque

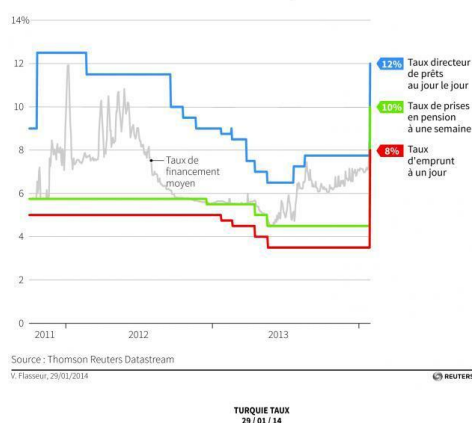
« Le scandale politico-financier actuel survient dans une phase de ralentissement assez net de l'économie : la croissance, très vite repartie après la crise de 2008, était de 8,8 % en 2011. Elle a été divisée par quatre, à 2,2 %, en 2012, et devrait atteindre 3,8 % en 2013, selon le FMI, avant de ralentir à 3,5 % en 2014. » (*Le Monde*, Claire Guélaud, 07/01/2014) « Jusqu'alors, les autorités politiques turques s'efforçaient de rassurer les milieux d'affaires en minimisant les conséquences économiques de la crise politique. [Début janvier] le vice-premier ministre Ali Babacan avait maintenu à 4 % ses prévisions de croissance pour l'année 2014. » (*Le Monde*, Claire Guélaud, 07/01/2014)

« Déjà victime de la politique monétaire restrictive de la Réserve fédérale américaine (Fed) depuis l'été dernier, la devise turque a accéléré sa chute depuis le début du scandale de corruption. » (*Les Echos*, AFP, 14/01/2014)

« La livre turque a perdu plus de 10% depuis le début de la crise que traverse la Turquie. (...) À la clôture de la Bourse, vendredi [24 janvier], le change s'établissait à 3,16 TL pour 1 € et 2,3 TL pour 1\$. L'intervention de la banque centrale d'Ankara, qui a injecté plus 2 milliards de dollars [la veille] pour soutenir la monnaie nationale, n'a donc pas permis de freiner sa chute. (...) Il s'agit de son plus grand recul depuis la tourmente de 2001. » (*Le Figaro*, Laure Marchand, 26/01/2014) « La banque centrale turque [avait] décidé mardi [24 décembre] d'injecter jusqu'à 6 milliards de dollars de liquidités sur les marchés d'ici à février pour défendre la livre turque, fragilisée par la situation en Turquie et la conjoncture mondiale. » (*Le Parisien*, AFP, 25/12/2013)

Le mardi 28 janvier, la Banque Centrale turque a décidé le relèvement massif des taux d'intérêt, générant une remontée de la livre. « A la suite de cette décision, la livre turque (LT) s'échangeait à 2,19 LT pour un dollar (2,98 LT pour un euro) ce mercredi vers 9h30 contre 2,39 LT pour un dollar lundi (et 3,27 LT pour un euro), un niveau historique. (...) Cette fois, les gouverneurs de la Banque centrale turque ont employés les grands moyens, faisant passer le taux directeur de 7,25% à 12%. Les analystes interrogés par Reuters prévoyaient en moyenne un relèvement de 225 points de base à 10%. L'institution a prévenu qu'elle maintiendrait une politique monétaire restrictive tant que les taux de change de ne seront pas stabilisés et prédit que son action permettrait de réduire le taux d'inflation à 5% en d'ici la moitié de l'année 2015. » (*La Tribune*, 29/01/2014)

#### Les taux d'intérêt en Turquie



L'impact économique du scandale politico-financier « inquiète également les milieux d'affaires turcs et les marchés financiers, même si les agences de notation Fitch's et Moody's ont pour l'instant maintenu leur note. » (*Le Point*, AFP, 08/01/2014) « Si les sérieuses accusations de corruption ne peuvent pas être gérées dans le cadre de la loi, les pays investisseurs vont se demander "à quel monde la Turquie appartient", s'est inquiété Muharrem Yilmaz, président de la Tüsiad, le club des grands patrons turcs, lors de son assemblée générale jeudi. » (*Le Figaro*, Laure Marchand, 26/01/2014)

« Selon un sondage du magazine "Ekonomist", plus de 70% des 132 PDG de sociétés turques ou étrangères implantées en Turquie redoutent un sérieux impact de la crise politique sur l'économie cette année. (...) Le gouvernement turc (...) a aussi affirmé que la crise politique avait fait perdre 100 milliards de dollars à la Turquie en quinze jours. Une perte toutefois peu vraisemblable pour un PIB de 850 milliards de dollars. » (*Les Echos*, Yves Bourdillon, 02/01/2014)

## GDF renforce sa présence en Turquie

Gérard Mestrallet, PDG de GDF Suez et Taner Yıldız, ministre turc de l'Energie, ont signé un protocole d'accord, en présence des Présidents français et turc, François Hollande et Abdullah Gül, le 27 janvier à Ankara. Cet accord concerne la construction d'une centrale thermique (charbon) de 1.320 mégawatts, estimée à 2 milliards d'euros, à Adana, dans le sud de la Turquie. (*Le Parisien, Elisa Perriguer, 27/01/2014*)

« GDF Suez est déjà présent dans deux centrales à gaz [de Baymina et d'Unimar] en Turquie et détient également la société Izgaz, troisième société de distribution de gaz de du pays. » (*Le Parisien, Elisa Perriguer, 27/01/2014*)

« Les énergies demeurent (...) un secteur clé de la Turquie. Gros consommateur, le pays importe la majorité (80%) de ces matières fossiles (gaz, pétrole...), alors que la consommation de ses 75 millions d'habitants devrait encore exploser ces prochaines années. Récemment, la Turquie s'est engagée dans un programme nucléaire, envisageant la construction de trois centrales. » (*Le Parisien, Elisa Perriguer, 27/01/2014*)

GDF-Suez sera aussi chargé de l'exploitation de la deuxième centrale nucléaire de Turquie. L'accord a été signé le 3 mai dernier à Ankara. Le consortium, composé d'Areva, Mitsubishi Heavy Industries et Itochu Corporation et l'opérateur turc EUAS, construira les quatre réacteurs de 1 100 mégawatts (MW) de cette nouvelle centrale à Sinop, sur la mer Noire. « Les travaux de construction devraient débuter en 2017 pour une mise en service en 2023-2024. » (*Le Parisien, Elisa Perriguer, 27/01/2014*). Le ministre turc de l'Energie, Taner Yıldız, avait annoncé début janvier que le Parlement turc devait approuver le projet de construction de cette centrale en juin. (*Les Echos, 06/01/2014*)

## « Iran/Turquie: 30Mds d'échanges d'ici à 2015 »

« D'après les médias iraniens, l'Iran et la Turquie ont affiché mercredi [29 janvier] leur volonté de porter leurs échanges commerciaux à 30 milliards de dollars en 2015, à l'occasion d'une visite du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan à Téhéran.

"L'année 2012, avec des échanges commerciaux de 21,8 milliards de dollars, a été exceptionnelle. Malheureusement, ces échanges sont tombés à 13,5 milliards en 2013 mais les deux pays ont la volonté de les porter à 30 milliards de dollars en 2015", a déclaré M. Erdogan.

Il s'exprimait dans le cadre de la cérémonie de signature de trois documents de coopération, notamment un accord de commerce préférentiel qui prévoit des réductions de tarifs douaniers sur 220 produits industriels turcs et produits agricoles iraniens. M. Erdogan a déclaré que la Turquie, largement dépendante de l'Iran et de la Russie pour ses ressources énergétiques, avait besoin des produits énergétiques iraniens (gaz, pétrole...) et pouvait "augmenter ses importations".

Ces dernières années, la Turquie a dû limiter ses importations de pétrole et de gaz iraniens en raison des sanctions occidentales, en particulier américaines, décrétées contre l'Iran à cause de son programme nucléaire controversé. » (*LeFigaro.fr, AFP, 29/01/2014*)

## Exportation de pétrole du Kurdistan vers la Turquie

« Le ministre turc de l'Energie [Taner Yıldız] a annoncé [le 2 janvier] que l'oléoduc reliant la région semi-autonome du Kurdistan irakien et le terminal pétrolier de Ceyhan, au sud-est de la Turquie, était entré en service. (...) Jusqu'à présent, seules des norias de camions livraient du pétrole en provenance du Kurdistan irakien vers la Turquie, avec des volumes modestes. (...) La prudence d'Ankara vis-à-vis des exportations est tactique. Fin novembre, le gouvernement régional kurde a conclu un accord d'exportation de pétrole et de gaz avec la Turquie, mais Ankara a publiquement exprimé sa volonté d'associer Bagdad. (...) Le ministre turc de l'Energie a indiqué hier espérer un accord en janvier, selon l'agence de presse Reuters. » (*Les Echos, Véronique Le Billon, 03/01/2014*)

## 4. Union Européenne

### Visite du Premier ministre turc à Bruxelles

Accompagné de ses ministres des Affaires étrangères et européennes et de son ministre de l'Economie, le Premier ministre turc, Recep Tayip Erdogan est arrivé le 20 janvier au soir à Bruxelles. Le lendemain, il s'est entretenu avec le président de l'Union européenne, Herman Van Rompuy, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso et le président du Parlement européen, Martin Schulz.

« Sa visite à Bruxelles, la première depuis cinq ans, était (...) censée consacrer la relance des relations UE-Turquie décidée en novembre. » (*Le Parisien*, AFP, 21/01/2014). Cependant, « le premier ministre turc a dû s'expliquer longuement sur la reprise en main de la justice et de la police qu'il orchestre depuis la fin 2013 afin de répondre aux enquêtes anti-corruption menées contre une partie de son gouvernement. (...) Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, et José Manuel Barroso, celui de la Commission, avaient mis en garde le chef du gouvernement turc contre toute atteinte à l'Etat de droit et au principe de séparation des pouvoirs. (...) Les deux dirigeants n'ont pas caché leurs «*sérieuses préoccupations* » quant au projet de loi destiné à placer le Haut-Conseil des juges et des procureurs sous tutelle plus étroite de l'exécutif. (...) « *La Turquie est un allié clé (...) mais nous devons être sûrs que la justice fonctionne* », a dit Herman Van Rompuy (...)

Concernant le texte de loi sur le Haut-Conseil des juges et des procureurs, « *des changements ont déjà eu lieu* », a noté M. Erdogan, se disant toujours ouvert aux « *recommandations de amis européens* ». (*Le Monde*, Philippe Ricard, 22/01/2014) « Le ministre turc aux Affaires européennes, Mevlüt Cavusoglu, a joué l'apaisement lundi [20 janvier] en disant souhaiter que ce projet "ne provoque pas de grave crise avec l'UE". "Nous comprenons que l'initiative ait suscité certaines discussions, mais nous allons en expliquer le bien-fondé", a-t-il affirmé au quotidien turc libéral Milliyet. » (*Le Parisien*, AFP, 21/01/2014)

A l'issue de leur rencontre, lors d'une conférence de presse commune, José Manuel Barroso a salué « "l'engagement personnel" du dirigeant turc "à poursuivre les réformes nécessaires" pour garantir le respect de l'État de droit, condition sine qua non d'un rapprochement avec l'UE. "La justice ne peut pas outrepasser son mandat, c'est ce qui se fait en Turquie, et tout le reste n'est que désinformation", a rétorqué M. Erdogan, accusé de vouloir mettre au pas le système judiciaire turc en riposte à la mise en cause de son régime dans des affaires de corruption. "Personne ne peut s'interroger sur la nécessité de séparer les pouvoirs", comme l'UE le demande instamment, "mais si l'un de ces pouvoirs parasite l'autre", alors le législatif peut intervenir, a-t-il insisté. (...) [Erdogan] a également réitéré sa thèse du complot pour expliquer la crise politique qu'il traverse. "Nous sommes la dixième économie du monde, cela dérange certains", a-t-il lancé. (...) "Nous espérons poursuivre notre coopération pour renforcer la relation entre l'UE et la Turquie sur la base de valeurs communes", a temporisé M. Van Rompuy. » (*Le Point*, AFP, 21/01/2014)

« Le commissaire à l'Elargissement, Stefan Füle, [avait lui aussi affirmé] clairement que cette question représente un test "du sérieux" d'Erdogan dans sa volonté d'ancrer son pays dans l'Europe. » (*Libération*, Marc Semo, 20/01/2014)

Pendant son entretien avec Martin Schulz, président du Parlement européen, « le premier ministre turc a dû s'expliquer longuement sur la reprise en main de la justice et de la police qu'il orchestre depuis la fin 2013 afin de répondre aux enquêtes anti-corruption menées contre une partie de son gouvernement. Les discussions ont été "animées, très animées" a commenté Martin Schulz, le président du Parlement européen à l'issue de l'entretien. Les questions de justice "concernent aussi d'autres Etats membres, d'où notre sensibilité toute particulière", a observé le social-démocrate allemand pour expliquer la vigueur des débats. » Erdogan a par ailleurs eu des échanges avec les chefs de groupe du Parlement européen. (*Le Monde*, Philippe Ricard, 22/01/2014)

« M. Erdogan a souligné que de nouveaux chapitres de négociation portant sur les questions judiciaires, les affaires intérieures ou l'énergie pouvaient au contraire être ouverts. Mais ils sont bloqués par Chypre, qui ne veut pas lever son veto avant d'être officiellement reconnue par Ankara. » (*Le Monde*, Philippe Ricard, 22/01/2014)

« Tout l'enjeu, pour la Turquie, est d'obtenir la poursuite des négociations. Cette piste semble privilégiée à Bruxelles, qui y voit une façon d'aider la Turquie à accélérer les réformes, politiques et économiques. Il semble par ailleurs peu probable que les Européens décident d'un gel des discussions, quelques semaines seulement après la décision de les relancer, pour la première fois depuis plus de trois ans. Mais les Vingt-huit veulent aussi éviter de donner une arme politique au Premier ministre turc. "Il faut trouver un juste équilibre. Les Européens n'ont rien à gagner à couper les relations avec la Turquie, mais il ne s'agit pas non plus de donner carte blanche à Erdogan", reconnaît une source européenne.» (*L'Opinion*, Isabelle Marchais, 21/01/2014)

## Inquiétudes autour du scandale de corruption en Turquie

« Cette affaire de corruption présumée vient refroidir un peu plus des relations déjà compliquées avec Bruxelles, malgré la relance formelle, en octobre, des négociations d'adhésion à l'UE avec le déblocage par la France d'un chapitre de ces pourparlers. Le nouveau ministre turc des affaires européennes et négociateur en chef, Mevlüt Cavusoglu, a inauguré son mandat en invitant ses "amis européens à s'abstenir d'exprimer des préjugés et à être plus vigilants au moment de commenter le déroulement d'affaires intérieures turques qui ont une dimension politique". » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 31/12/2013)

Concernant les purges menées par le gouvernement turc dans la police et la magistrature, « l'Union européenne (UE) a fait part mercredi [8 janvier] de son "inquiétude" face à ce grand nettoyage et a réclamé, par la voix du porte-parole de la Commission Olivier Bailly, une enquête "transparente et impartiale" sur les accusations de corruption qui visent directement le gouvernement islamo-conservateur turc. "Nous demandons instamment à la Turquie (...) de prendre toutes les mesures nécessaires", a ajouté M. Bailly, insistant sur les exigences liées à son statut de pays candidat à l'intégration européenne. » (*Le Figaro*, AFP, 08/01/2014)

« Hélène Flautre, rapporteur du comité UE-Turquie au Parlement européen, a ainsi critiqué les pressions du premier ministre turc sur le système judiciaire pour contrecarrer l'enquête. "L'UE doit prendre position pour l'Etat de droit", a-t-elle commenté. » (*Le Monde*, Guillaume Perrier, 31/12/2013)

« Bruxelles, comme les principales capitales européennes, avait dénoncé les excès dans la répression des manifestations du printemps ainsi que l'acharnement judiciaire contre les manifestants et les procédures contre les journalistes. Aussi bien le commissaire européen à l'Elargissement, Stefan Füle, que le nouveau ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, inquiets de la mise en cause par Erdogan de l'indépendance du pouvoir judiciaire, rappellent que l'attitude de l'exécutif turc dans ces enquêtes sera «un test pour toute politique qui se revendique d'un Etat de droit». » (*Libération*, Marc Semo, 01/01/2014)

En outre, le projet de réforme judiciaire « a été dénoncée par les partenaires européens de la Turquie. Elle constitue "un coup sérieux porté à l'indépendance de la justice en Turquie", a réagi le commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Nils Muiznieks. » (*Le Parisien*, AFP, 10.01.2014) « Le commissaire européen chargé de l'Elargissement Stefan Füle a insisté dimanche [12 janvier] auprès des autorités d'Ankara pour qu'elles s'assurent que le nouveau texte soit bien "en conformité avec les principes de la législation européenne". » (*Le Parisien*, AFP, 13/01/2014)

« L'affaire Halk Bankasi, qui a amené Bruxelles à demander à Ankara à veiller à préserver la séparation des pouvoirs, pourrait remettre en cause la seule satisfaction de l'année. Celle de l'ouverture, le 5 novembre, d'un nouveau chapitre de négociations en vue de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. » (*L'Opinion*, Gilles Sengès, 27/12/2013)



## **Le soutien à l'adhésion de la Turquie à l'UE a considérablement décliné, selon un sondage Ifop**

Un sondage d'Ifop, réalisé pour Valeurs Actuelles sur un échantillon de 4 879 Européens, révèle que « plus de 8 Français sur 10 sont opposés à l'adhésion de la Turquie à l'Union. La France est le plus hostile des pays européens. (...)

En France, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Belgique, le taux d'opposition à l'entrée de la Turquie dans l'Union oscille entre 66 % des sondés (les Britanniques) et 83 % (les Français). Les deux seules exceptions sont l'Espagne, favorable à cette adhésion (à 56 %), et l'Italie avec un petit 50 % de oui. (...) Dans l'ensemble des pays sondés, les électeurs de droite sont plus réticents que les sympathisants de gauche.

En France, l'opinion s'est radicalisée. En dix ans, le soutien à l'entrée de la Turquie dans l'UE n'a cessé de décliner. Les opinions favorables ont chuté de 46 à 17 %. Les opposants sont passés de 52 % à 83 % ! Ce rejet massif s'observe dans toutes les familles politiques, à gauche (73 % sont opposés) comme à droite (92 % de non), du Front de gauche (60 % contre) au Front national (90 %), en passant par le Parti socialiste (81 %), Europe Écologie-Les Verts (66 %), le MoDem (80 %), l'UDI (88 %) ou l'UMP (93 %). Les plus favorables à l'adhésion turque sont les partisans du Front de gauche, mais ils ne sont que 40%. » (*Valeurs Actuelles*, Frédéric Pons, 24/01/2014)

« "Quand on compare les résultats actuels avec ceux de précédentes enquêtes réalisées sur le même sujet, on constate au cours des dix dernières années une crispation croissante de l'opinion française au fur et à mesure que les négociations progressent", explique Jérôme Fourquet de l'Institut Ifop. » (*Le Figaro*, Charles Jaigu, 26/01/2014)

## **5. International**

### **Turquie – Etats-Unis**

#### **Le Premier ministre turc accuse les Etats-Unis d'être à l'origine du scandale de corruption dans son pays**

« Le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, dénonce une conspiration internationale, menée par les États-Unis, dans la "sale opération" qui vise ses proches et menace son hégémonie. Il a même menacé de renvoyer, sans le nommer, l'ambassadeur américain, Francis Ricciardone, impliqué selon lui dans "des actions provocantes": "Nous n'avons aucune obligation de vous garder." Les journaux proches du pouvoir ont réclamé son expulsion à l'unisson

Pour le camp pro-Erdogan, Washington (et le Mossad) sont embusqués derrière la confrérie religieuse de Fethullah Gülen, qui aurait donné le coup d'envoi à des dizaines d'arrestations dans les cercles du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir. (...) Selon les médias acquis au chef du gouvernement, les transactions illégales avec l'Iran frappé de sanctions internationales constitueraient la motivation principale des puissances étrangères à la manœuvre (...).

"Il y a un pressentiment dans l'administration turque que les États-Unis soutiennent l'action de la confrérie", explique Sinan Ulgen, ancien diplomate qui dirige le think-tank Edam. (...) le département d'État [américain] a répondu vertement et les a qualifiées "d'extrêmement préoccupantes." La crise est assez sévère, j'ignore jusqu'où elle ira, s'interroge Henri Barkey, professeur de relations internationales à l'université américaine de Lehigh et spécialiste de la Turquie. Il semble impossible que Barack Obama et

Recep Tayyip Erdogan renouent le dialogue." Les liens privilégiés entre les deux hommes constituaient la clef de voûte de la relation bilatérale. Le président américain le recevait même à sa table à la Maison-Blanche, en mai dernier. » (*Le Figaro*, Laure Marchand, 02/01/2014)

« C'est un signe de plus de la dégradation des relations entre Ankara et Washington. Longtemps présenté comme le meilleur ami de Barack Obama, le Premier ministre turc s'est fait taper une première fois sur les doigts à la suite de la répression policière des manifestations du printemps quand l'administration américaine lui a rappelé son attachement à la liberté d'expression, de manifestation et de la presse. S'en serait suivi un deuxième rappel à l'ordre au moment du coup d'Etat militaire en Egypte et de la destitution de Mohamed Morsi, dénoncée par Recep Tayyip Erdogan comme une opération initiée par Israël. Propos jugés offensifs, sans substances et faux par la Maison Blanche. Accusé mezzo voce par les Américains de soutenir les djihadistes hostiles aux occidentaux en Syrie, l'intéressé a pris comme une gifle la décision des Etats-Unis de préférer la voie diplomatique à une destitution par la force du régime de Bachar el-Assad. » (*L'Opinion*, Gilles Sengès, 27/12/2013)

« Washington a également fait connaître son "inquiétude" [vis-à-vis du projet de réforme judiciaire concernant le HSYK] et rappelé son appui "au désir du peuple turc d'avoir un système judiciaire juste et transparent". » (*Le Parisien*, AFP, 10.01.2014)

## Turquie – Allemagne

### Inquiétudes autour du scandale de corruption en Turquie

« Le ministre des Affaires étrangères allemand, Frank-Walter Steinmeier, a accentué la pression sur le régime turc, pour demander des explications sur la crise qui secoue le gouvernement du premier ministre Recep Tayyip Erdogan. "Nous avons confiance dans la force de l'État turc pour faire la lumière sur les soupçons de corruption qui ont cours, sans distinction de personnes", a déclaré le ministre au Bild am Sonntag, en parlant de "test pour toute politique qui se revendique d'un État de droit". "Pour nous, la Turquie est et reste un partenaire on ne peut plus important", a ajouté Steinmeier. Mais Berlin est attaché à l'indépendance de la justice en Turquie. (...)

"Les entreprises allemandes ont investi des milliards et observent les conséquences de la crise avec inquiétude", a expliqué au quotidien économique Handelsblatt le chef économiste Volker Treier. Les investissements allemands pourraient se tarir, au détriment des deux pays.

Politiquement, l'Allemagne et l'Union européenne ne veulent pas voir le pays se radicaliser. Dans ses difficiles négociations d'adhésion à l'UE, la Turquie comptait beaucoup sur l'Allemagne. En février 2013, Angela Merkel, jusque-là plutôt sceptique, s'était déclarée favorable à l'ouverture d'un nouveau chapitre de discussion "pour un peu avancer" malgré une opinion toujours réservée. La crise actuelle pourrait remettre en cause cette petite ouverture. "L'État de droit et la lutte conséquente contre la corruption sont des conditions sine qua non à une adhésion à l'Union européenne", a déclaré le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Michael Roth, au journal Handelsblatt. "Il est dans l'intérêt de la Turquie de montrer maintenant qu'elle est une démocratie à l'épreuve des crises, qui adhère pleinement à nos valeurs communes", a-t-il ajouté.

Face aux crises au Proche-Orient, comme récemment la guerre en Syrie, la Turquie est un allié stratégique pour l'Allemagne et l'Europe. Plus que tout, les autorités allemandes craignent une radicalisation du pays. » (*Le Figaro*, Nicolas Barotte, 30/12/2013)

## Turquie – Syrie

Le gouvernement turc « est aujourd'hui la cible d'attaques répétées de commentateurs et hommes politiques turcs pour son soutien à certains groupes rebelles, notamment djihadistes, en Syrie. Depuis début janvier, l'affaire des camions chargés d'armes interceptés par les forces de sécurité turques à la frontière avec la Syrie fait les gros titres de la presse nationale. Les enquêtes menées par des journalistes d'Hurriyet et de Radikal sur des incidents survenus notamment les 1er et le 19 janvier démontrent l'implication des services de renseignement turcs (MIT) et de responsables de l'association islamiste Humanitarian Relief Foundation (IHH), proche du gouvernement, dans l'acheminement d'armes aux rebelles syriens. » (*Le Monde, Hélène Sallon, 24/01/2014*)

« Soupçonnée début janvier d'avoir convoyé des armes vers la Syrie voisine, la très controversée organisation humanitaire islamique turque IHH est dans le collimateur de la police. Ses locaux ont été perquisitionnés mardi [14 janvier] à Kilis, dans le sud du pays. » (*France 24, 15/01/2014*) Fin décembre, l'IHH a été mise en cause après l'interception par la gendarmerie d'un camion, près de Reyhanli. Officiellement, le véhicule transportait de l'aide humanitaire. Selon la presse turque, il était bourré d'armes et de munitions. L'IHH a démenti tout lien avec ce convoi et a affirmé avoir déjà affrété 35 camions d'aide vers la Syrie depuis le 1<sup>er</sup> janvier. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 11/01/2014*)

« Les rebelles syriens d'Al-Nosra s'exposent à des sanctions de l'ONU, qui les a placés sur la liste des organisations terroristes. (...) Dans une lettre adressée au Conseil de sécurité des Nations unies le 1er janvier, la Syrie a ainsi porté plainte contre la Turquie, l'accusant de fournir des armes à des groupes perpétrant des « attaques terroristes contre le peuple syrien » et d'entraîner des djihadistes sur son territoire. Mais les services de renseignement turcs affirment que les djihadistes passent par des gangs de contrebande turcs et les marchands d'armes pour introduire ces armes en Syrie. (...) Ce soutien turc alimente les critiques de l'opinion publique, majoritairement opposée à l'activisme de la Turquie sur le dossier syrien et à ses répercussions en matière d'afflux de réfugiés et de sécurité nationale. » (*Le Monde, Hélène Sallon, 24/01/2014*)

Actuellement, la Turquie accueille 562.000 réfugiés syriens. (*L'Express, 15/01/2014*) « Les combattants djihadistes en déroute sont de plus en plus nombreux dans les provinces d'Antakya et d'Urfa. Notamment dans les villes turques frontalières, à Kilis ou à Reyhanli, dont la population a triplé depuis le début de la guerre et qui font office de base arrière. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 11/01/2014*)

Les allégations concernant un potentiel soutien turc aux djihadistes « mine également les relations d'Ankara avec les partenaires occidentaux et arabes de l'opposition syrienne, inquiets de l'expansion des groupes djihadistes dans la région. » (*Le Monde, Hélène Sallon, 24/01/2014*)

La Turquie fait partie du groupe des amis de la Syrie (Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, France, Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Qatar, Egypte, Jordanie, Etats-Unis, Turquie). Les ministres des Affaires étrangères des pays de ce groupe « ont pris ou réaffirmé une série d'engagements pour chasser les doutes de l'opposition, notamment sur le départ du pouvoir du président Bachar al-Assad.(...) Alors que la Coalition exige, avant le début des négociations, la cessation du recours aux armes lourdes par le régime et la mise en place de couloirs humanitaires, la déclaration finale affirme qu'« au cours des négociations, toutes les parties doivent mettre fin à l'utilisation d'armes lourdes et mettre en œuvre des pauses humanitaires ». Les Onze apportent également leur soutien au combat que mènent les « forces démocratiques » contre les jihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL). « Les groupes extrémistes font le jeu du régime et ternissent l'image des forces de l'opposition syrienne démocratiques et légitimes en les privant de soutien local et international », affirment-ils. » (*Libération, AFP, 13/01/2014*)

## 6. Turquie

### Nouvelle loi sur internet

« Le gouvernement turc a déposé [le 6 janvier] au Parlement un projet de loi qui instaure un contrôle très strict sur internet, notamment en autorisant la surveillance des activités des utilisateurs ou en bloquant certains mots-clé. (...) Le texte doit permettre à l'autorité gouvernementale en charge des télécommunications de limiter l'accès aux sites de partage de vidéos, de conserver pendant deux ans un dossier des activités de chaque internaute sur le web en listant les sites qu'il a visités et les mots-clé qu'il a utilisés, ou sur les réseaux sociaux. (...) »

Dans un "rapport sur la transparence" publié le mois dernier, le géant de l'internet Google a classé la Turquie, avec la Chine, au premier rang des censeurs du web, avec une hausse de 966% du nombre de demandes de retraits d'informations sur les six derniers mois. (...) Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan est lui-même un adversaire résolu des réseaux sociaux. Lors de la fronde antigouvernementale de juin dernier, il avait qualifié de "fauteur de trouble" le réseau de micro-blogging Twitter, instrument de communication privilégié des manifestants qui réclamaient sa démission. » (*Le Parisien*, AFP, 09/01/2014)

### « L'armée porte plainte contre des magistrats »

L'Etat-major de l'armée turque exige la révision des deux procès particulièrement médiatisés qui ont condamné en 2012 et 2013 plusieurs centaines d'officiers pour complot contre le gouvernement d'Erdogan,. Selon lui, les preuves utilisées contre eux auraient été fabriquées.

« Selon les médias turcs, l'état-major a déposé le 27 décembre une plainte auprès du bureau du procureur d'Ankara pour dénoncer les preuves utilisées lors de deux récentes affaires judiciaires qui ont envoyé de nombreux militaires derrière les barreaux. "Des officiers de police judiciaire, des procureurs et des juges impliqués dans ces affaires dans lesquelles des officiers d'active et à la retraite des forces armées turques ont été jugés, ont ignoré les requêtes de la défense et manipulé des preuves", indique le texte de cette plainte cité par le quotidien Hürriyet sur son site Internet. » (*Le Parisien*, AFP, 02/01/2014)

« Les magistrats mis en cause seraient proches de la confrérie Gülen, opposée au gouvernement. (...) Comme l'ont immédiatement relevé les mêmes médias, cette plainte intervient quelques jours après que l'un des proches conseillers du Premier ministre, Yalcin Akdogan, a suggéré que ceux qui ont ainsi comploté contre l'armée étaient les mêmes que ceux que le gouvernement accuse d'être à l'origine du scandale qui le menace. » (*L'Express*, AFP, 02/01/2014)

« Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan s'est dit prêt dimanche soir [5 janvier] à faire en sorte que les nombreux officiers condamnés (...) puissent être rejugés. (...) Interrogé sur la question de savoir ce qu'envisageait son gouvernement, M. Erdogan est resté vague sur les modalités juridiques d'une nouvelle procédure mais a souligné que "des travaux sont en cours" au ministère de la Justice. (...) Le président de l'influente Union des barreaux (TBB), Metin Feyzioğlu, s'est entretenu lors du week-end avec le chef de l'Etat, Abdullah Gül, et M. Erdogan, leur remettant une feuille de route constituée de propositions juridiques en faveur des militaires condamnés. » (*Le Parisien*, AFP, 05/01/2014)

### Nouvelles révélations sur l'assassinat de trois militantes kurdes à Paris

« Les révélations se multiplient en Turquie, un an après l'assassinat de trois militantes kurdes, Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Söylemez, le 9 janvier 2013 à Paris, et renforcent un peu plus la thèse d'un agent infiltré, en service commandé pour l'Etat turc. (...) Le tueur présumé, Ömer Güney, un jeune homme au profil mystérieux, continue de clamer son innocence. Dimanche 12 janvier, premier coup de tonnerre, un enregistrement sonore était mis en ligne sur YouTube. Révélé par une personne affirmant être « un proche d'Ömer Güney », le document est une conversation de dix minutes entre un homme

présenté comme Güney et deux de ses supérieurs hiérarchiques, qui seraient des officiers des services de renseignement turcs (MIT). » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 16/01/2014*)

« La discussion porte notamment sur la reconnaissance des lieux où les meurtres de cadres du PKK réfugiés en Europe sont prévus et sur les services de renseignements français. » (*Le Figaro, Laure Marchand, 24/01/2014*)

« Interrogé par l'agent présumé du MIT sur une possible surveillance par "les forces de sécurité françaises, de la police ou de la gendarmerie", Ömer Güney répond sans hésiter : "Oui, il y a une surveillance étroite. Les renseignements me suivent seconde par seconde." » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 16/01/2014*)

« Le ministre de la justice turc, Bekir Bozdag, a rejeté lundi [13 janvier] tout lien entre cette affaire et le MIT, parlant de "campagne de dénigrement". (...) »

Ces révélations en série, si elles renforcent l'hypothèse la plus crédible en mettant possiblement en évidence un complot d'Etat mené par les services turcs, doivent être prises avec précaution. Elles surviennent en effet à un moment particulièrement critique de la vie politique turque, en pleine bataille au sommet de l'Etat entre les hommes du premier ministre Erdogan, dont le patron du MIT, Hakan Fidan, et les partisans de la confrérie Fethullah Gülen, particulièrement influente dans la police et la justice. Le contrôle des services secrets est en jeu.

La bataille a déjà donné lieu à quelques manipulations et crises retentissantes : notamment la convocation par un procureur de M. Fidan pour être interrogé sur ses rencontres avec des responsables du PKK. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 16/01/2014*)

## La Turquie demande l'extradition de la sociologue turque Pinar Selek

« La sociologue turque, Pinar Selek se bat depuis seize ans pour la reconnaissance de son innocence dans une affaire criminelle. (...) Les autorités turques réclament l'extradition de cette intellectuelle contestataire, réfugiée politique en France après des démêlés judiciaires. (...) Acquittée à trois reprises en 2006, 2008 et 2011, Pinar Selek a été, chaque fois, rattrapée par la machine judiciaire de son pays. De guerre lasse, elle a pris le chemin de l'exil. (...) Le 23 janvier 2013, elle a été condamnée à la prison à vie par la cour pénale d'Istanbul et voici quelques semaines le ministère de la Justice turc a réclamé son extradition à la France qui lui a accordé l'asile politique. Son comité de soutien a demandé à François Hollande d'intervenir en sa faveur, à l'occasion de sa visite officielle en Turquie. » (*Le Figaro, Thierry Oberlé, 24/01/2014*)

## 7. Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (Janvier 2014)

### **Aujourd'hui la Turquie** Amandine Canistro

### **L'Express** Christian Makarian Jean-Michel Demetz

### **L'Opinion** Gilles Sengès Isabelle Marchais

### **Les Echos** Véronique Le Billon Yves Bourdillon

### **Le Figaro** Arielle Thedrel Charles Jaigu Laure Marchand Nicolas Barotte Nare Hakikat Thierry Oberlé

### **Libération** Marc Semo Ragıp Duran

### **Le Monde** Claire Guélaud Hélène Sallon Guillaume Perrier Philippe Ricard

### **Le Point**

### **Le Parisien** Elisa Perriguer

### **Valeurs Actuelles** Frédéric Pons



Mécène Principal *Main Supporter*



**redefining** / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



BOYNER HOLDING



L'ORÉAL



33 rue Galilée  
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54  
Fax: +33 1 47 23 68 14

[info@institut-bosphore.org](mailto:info@institut-bosphore.org)